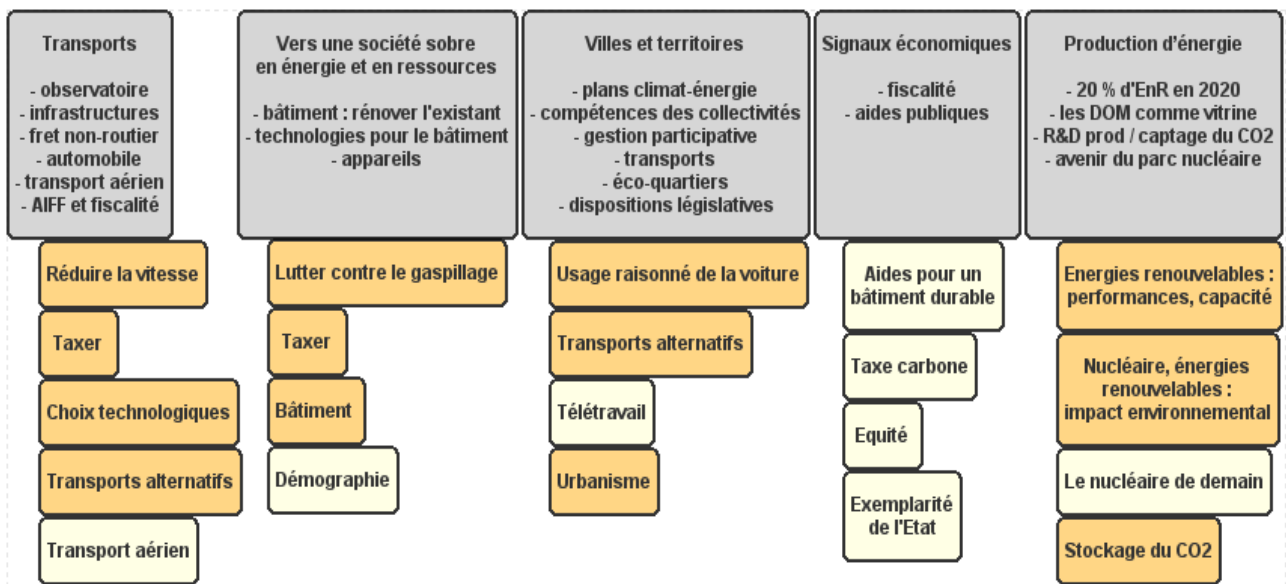




Synthèse du Forum internet

Groupe 1 « Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie »



Carte des principaux thèmes débattus dans le forum : en orange les plus discutés

Participation et nature des contributions

4917 messages

Des huit forums, celui-ci a reçu la plus grande participation. Le thème des transports a connu une très forte mobilisation les premiers jours. Malgré une diminution, il a reçu finalement près de la moitié des messages. Le thème "une société plus sobre en énergie" se place en deuxième position avec 30 % des messages. Viennent ensuite "la production d'énergie" (15 % de la participation), "les villes et territoires durables" (6 %) et en queue de peloton "les signaux économiques" (3 %).

La participation est abondante sur certains sujets, notamment sur ceux mobilisant des groupes actifs : pollution lumineuse, publicité, 4x4, nucléaire, éolien.

A. Ramener les émissions des transports à leur niveau de 1990 d'ici 2020

La proposition de réduire la vitesse de 10 km/h provoque une levée de bouclier de la part de nombreux automobilistes. Ils considèrent comme peu rentable le rapport bénéfice environnemental / effort demandé. Une partie des internautes voit pourtant dans cette mesure le symbole d'un engagement réel de la société dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les propositions de taxation suscitent aussi des protestations. Leurs auteurs ont le sentiment que c'est toujours le citoyen qui "passe à la caisse", tandis que les industriels et autres transports routiers ne sont pas inquiétés. Si une telle mesure devait être adoptée, les internautes demandent **une application adaptée**. Celle-ci pourrait être en fonction :

- de l'usage (4x4, loisirs et sports mécaniques, rentabilisation du nombre de places) ;
- de la distance parcourue ;
- de la puissance du véhicule;
- de son niveau de pollution (croissant plus que proportionnellement avec la puissance) ;
- de la disponibilité de modes de transports alternatifs (TC).

Eco-pastille ou augmentation du prix du carburant via la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ne satisfont pas ces internautes de ce point de vue.

Les motorisations suscitent des débats, principalement à propos des véhicules individuels, et dans une moindre mesure pour les transports en commun. Une partie des échanges traite des **niveaux relatifs de pollution des différents types de véhicules actuellement sur le marché** : essence, diesel, électrique et hybride. Des témoignages font référence aux records de consommation obtenus par des véhicules à essence légers. La course aux équipements est d'ailleurs pointée du doigt comme facteur aggravant. Cette critique inclut la surenchère en matière de sécurité qui n'apparaît plus justifiée dans le contexte de réduction de la vitesse. D'autres considèrent que le choix du léger est mauvais et prennent en exemple les performances obtenues par les constructeurs allemands avec leurs grosses berlines.

Les échanges portent également sur **les technologies à soutenir pour demain**. Il est avant tout question de moteurs électriques, d'hydrogène et des agrocarburants. Le fait de soutenir la recherche dans ce domaine fait consensus, mais aucune de ces différentes solutions ne fait l'unanimité au sein du forum. **L'électrique** poserait le problème du stockage et de la capacité à satisfaire la demande à l'échelle nationale si cette technologie s'imposait. **Les agrocarburants** sont fortement contestés, en raison d'un doute sur leur bilan carbone et de la menace que ferait peser ce nouveau marché sur l'agriculture destinée à l'alimentation. **L'hydrogène** apparaît intéressant comme moyen de réduire la pollution au niveau local. Des internautes signalent cependant qu'il s'agit uniquement d'un "vecteur" d'énergie ne répondant en rien à la nécessité de réduire la demande. Des "solutions" plus exotiques sont mentionnées (moteur Pantone, à air comprimé). Les contributeurs qui les mentionnent estiment que la puissance du lobby pétrolier explique le faible intérêt pour ces technologies.

Il y a un net consensus en faveur du développement des alternatives à la voiture. Les internautes souhaitent des mesures permettant l'amélioration des transports en commun et du vélo (voir le thème "ville durable"). De même, la taxation du transport aérien est reconnue comme nécessaire.

Pour réduire la pollution liée aux poids lourds, les internautes proposent de les taxer ou de les interdire sur des parcours à certaines heures, et d'accroître l'utilisation du fret ferroviaire.

Un moratoire sur les projets d'infrastructures (contournements autoroutiers à Bordeaux ou Strasbourg) est régulièrement demandé.

B. Vers une société sobre en énergie et en ressources

Ce thème **a fortement mobilisé les internautes**, en particulier contre les gaspillages de toutes sortes :

- éclairage urbain (bureaux, monuments, voie publique) et pollution lumineuse ;
- sur-emballage pratiqué par la grande distribution, sacs plastiques ;
- publicité non sollicitée dans les boîtes aux lettres ;
- portes ouvertes des commerces climatisés ou chauffés, rayonnages réfrigérés ;
- appareils en veille.

Les divers modes de **taxation** proposés divisent les internautes. Si beaucoup conçoivent leur nécessité, ils sont aussi nombreux à en craindre **le poids sur les ménages les plus modestes**.

Un consensus large se dégage autour des propositions visant à **améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments**. Les intervenants demandent majoritairement une levée des freins tels que le coût des matériaux et le code du patrimoine. Ils citent par exemple les panneaux solaires souvent refusés par les architectes des Bâtiments de France. Les solutions techniques existantes sont largement discutées. Des contributeurs signalent que les ampoules basse consommation peuvent avoir un bilan environnemental discutable dans le cas des produits bas de gamme. Une forte demande d'informations fiables et accessibles (compréhensibles, centralisées) émerge.

Quelques internautes ne voient de salut que dans un contrôle de la natalité. Mais cette proposition est majoritairement contestée. D'autres s'étonnent de ne pas voir évoquée la réduction de l'alimentation carnée.

C. Vers des villes et plus largement des territoires durables

De nombreuses propositions visent à **réduire l'usage de la voiture dans les villes**. Elles ne font pas l'unanimité. L'idée de mettre en place des péages urbains est fortement contestée. Les contributeurs sont majoritairement pour des contraintes plus modérées et progressives : réduction du nombre de voies dans les grandes agglomérations, augmentation du prix des places de stationnement. L'idée de diminuer l'usage de la voiture en dehors de la ville soulève d'avantage de critiques. Beaucoup de participants estiment ne pas disposer d'alternatives dignes de ce nom.

Une majorité de messages prônent le **développement d'alternatives à la voiture** :

- transports en commun : extensions des réseaux actuels, transversalité (mobilisation notamment pour un réseau Alpes-Auvergne-Atlantique), qualité du service, gratuité ;
- développement des pistes et aménagements pour les cyclistes ;
- développement du co-voiturage, de l'autopartage (mise en place d'un service web performant et simple).

Le **développement du télétravail** est fortement soutenu. Certains mettent en cause le gain énergétique de cette solution (redondance du matériel, nécessité de sortir de chez soi). Un contributeur imagine la **création de centres de télétravail** proches des quartiers d'habitation.

La lutte contre les gaspillages, déjà évoquée plus haut dans la recherche d'une "société sobre en énergie et en ressources", a été largement soutenue ici également.

Au-delà des changements de comportements, une **approche de l'urbanisme** soucieuse de réduire les déplacements et les transports est jugée nécessaire. Pour les internautes, elle doit s'imposer de façon cohérente dans l'ensemble des règles et au travers des nombreux documents d'urbanisme (schémas de cohérence territoriale, plans locaux d'habitat, projets d'aménagement et de développement durables, plans locaux d'urbanisme).

D. Introduire des signaux économiques plus clairs pour tous les acteurs

Sur les cinq questions posées, celle des signaux économiques a reçu la participation la plus faible.

Il y a une **forte demande pour des mesures fiscales en faveur du bâtiment durable** : TVA réduite pour les matériaux de rénovation respectant des critères environnementaux, aides, crédits d'impôt. Des interrogations existent sur le risque d'encouragement d'usages de matériaux coûteux en énergie et en gaz à effet de serre (GES).

Quelle assiette donner à la **taxe carbone** ? Ce dispositif est vu comme ayant l'avantage d'une augmentation progressive, adaptée à l'élévation probable des prix des énergies fossiles. **Les avis divergent** quant au choix entre une taxation faible mais généralisée ou une taxation forte au-delà d'un seuil. Cette dernière

approche visant à lutter en priorité contre les gaspillages.

Beaucoup d'internautes craignent que le Gouvernement n'octroie des passe-droits (aux transporteurs routiers, par exemple). Finalement, certains voudraient taxer lourdement ou interdire dans certaines conditions les 4x4, poids lourds et sports mécaniques.

Des entrepreneurs mettent en garde contre le risque de désertification des zones rurales, du fait des surcoûts devenant trop lourds pour les transporteurs.

Plusieurs internautes proposent que toutes les aides et tous les financements accordés par l'Etat et les collectivités dépendent de critères environnementaux. La même demande est formulée concernant les appels d'offre.

E. Décarboner et réduire la production d'énergie

Un grand nombre de messages soutiennent le développement des énergies renouvelables. Il s'agit aussi bien de production d'énergie individuelle ou dans le logement collectif que de production pour les réseaux de distribution. Les discussions couvrent à peu près toutes les sources d'énergie envisageables : solaire thermique, photo-voltaïque, éolien, hydro-électricité, géothermie, biomasse.

De nombreux échanges portent sur **l'impact environnemental de ces différentes solutions**. Certains dénoncent le coût énergétique et la pollution inhérente à la fabrication des panneaux solaires, en particulier le recours à l'industrie du silicium. Dans le cas des éoliennes, le bilan en terme d'émissions de gaz à effet de serre fait l'objet d'un débat. **Le nucléaire apparaît pour beaucoup comme la solution présentant le plus faible niveau de rejet de CO₂**. Toutefois, des internautes réclament une meilleure prise en compte dans ces analyses de l'impact environnemental sur l'ensemble du cycle de vie du nucléaire. Cette analyse inclurait la construction et le démantèlement des installations, la production et le transport de l'uranium, le transport du courant et les pertes au cours de son voyage dans le réseau. Une partie du débat porte également sur **le recours aux centrales thermiques polluantes**. Les pro-nucléaires en rejettent la faute sur l'irrégularité de la production éolienne. Les anti-nucléaires mettent en avant le manque de souplesse de la production nucléaire.

Etant donnée l'absence de solution idéale, des contributeurs considèrent que la meilleure approche consiste à **ne négliger aucune source d'énergie**. Ils invitent à tenir compte du contexte local : importance de l'ensoleillement, des vents, des cours d'eau, de la géologie. Ils considèrent que la recherche est à même d'améliorer le bilan énergétique des différentes filières. Certains soulignent aussi que les énergies renouvelables ne pourront satisfaire à elles seules la demande d'énergie à l'échelle nationale.

Un des arguments fréquents contre le nucléaire est **l'absence de solution satisfaisante concernant les déchets**. Quelques internautes s'interrogent sur le risque d'attentats pesant sur les installations. Des messages se veulent rassurant et soutiennent que le nucléaire de demain sera à la fois plus propre et plus sûr. Une partie d'entre eux **déplorent l'abandon de la surgénération** qu'ils considèrent comme une erreur stratégique.

La piste du **stockage du CO₂** a été assez discutée. Plusieurs internautes indiquent que **la technique ne sera pas au point avant 2020** au plus tôt. Les discussions font apparaître beaucoup d'incertitudes quant à son coût et son efficacité. Quelques messages font également part des risques que présenterait l'enfouissement (stockage souterrain). **Les autres solutions envisagées passent par la fixation naturelle du CO₂ dans la biomasse** dont la production serait donc à encourager. Les exemples cités sont le reboisement, l'usage du bois et du béton de chanvre comme matériau de construction dans le bâtiment, la culture de micro-algues pour produire du biocarburant, la réhabilitation des tourbières.

Verbatims

"Prudence" écrit :

L'idée de diminuer de 10 km/h la vitesse sur route et autoroute ne me paraît du tout être une "bonne" idée. Les limitations actuelles sont raisonnables et cohérentes, souvent difficiles à tenir sur route mais quand même tenables avec de l'attention, ce qui est la moindre des choses en voiture ; les abaisser encore relève de la pure démagogie.

"ManuPalo" écrit :

La réduction de 10 km/h des vitesses autorisées est un petit pas dans la bonne direction...à condition que l'on arrête de construire des autoroutes et d'aménager les nationales à 2X2 voies, avec pour effet d'y transférer les voitures auparavant limitées à 90 km/h.

"Marie" écrit :

Taxons toute la pollution générée, mais rien que la pollution générée. Je suis pour une taxation forte de la pollution que nous générons avec nos automobiles ou tout autre véhicule utilisant une énergie fossile, mais je pense que si le gouvernement à la suite de ce Grenelle veut faire accepter l'idée d'une "eco-taxe" sur les carburants, il faut absolument que cette taxe soit le reflet de la pollution générée par ledit véhicule et rien d'autre.

"Bassin d'Arc..." écrit :

Il convient de déployer au plus tôt les solutions alternatives des transports en commun, du transport combiné et maritime ; d'abandonner tous les projets autoroutiers qui encouragent le convoi routier ; de promouvoir les modes de transports doux, non polluants.

"un jour sur Terre" écrit :

Améliorer l'isolation : bonnes idées mais il ne faut pas oublier que les prix de l'immobilier ont fortement augmenté ces dernières années, que le parc immobilier français dans l'ancien est composé de bâtiments peu en phase avec les nouvelles normes d'isolation, que les propriétaires se serrent la ceinture pour arriver à "s'offrir" un logement.

"Pascal" écrit :

La seule vraie difficulté est le changement de mentalité dans les entreprises pour favoriser le travail à domicile et c'est là où nous avons besoin des politiques pour mettre en place les conditions nécessaires pour que ce virage de la société se fasse.

"Carlton" écrit :

Le meilleur moyen d'anticiper cette décroissance inéluctable de la consommation d'énergies fossiles est l'instauration d'une Taxe carbone / énergie en croissance régulière, applicable aussi bien pour les entreprises et les industriels que par les particuliers et les administrations.

"Girard" écrit :

La proposition est une augmentation progressive de cette taxe carbone. Or cette progressivité risque d'en annuler l'effet. Prenons l'exemple des prix du carburant : leur plus que doublement au fil des années a-t-il résulté en une baisse de la consommation ? [...] Ne faut-il pas dès lors prévoir une taxation massive et brutale du contenu énergétique / carbone des produits, y compris leur transport, pour créer un choc salutaire ? Pour ne pas tuer l'économie, il est par contre nécessaire que cette mesure soit prise au niveau européen, puisque c'est au sein de l'UE que se fait une grande partie de nos échanges commerciaux.

"Laurent Ver" écrit :

Vous écrivez "le coût des énergies renouvelables est au minimum 2 fois plus élevé que celui du nucléaire". D'où sort ce chiffre ? Le coût du démantèlement est-il inclus dans « votre » chiffre ? A priori non, vu que personne (ou presque) ne l'estime réellement, à sa juste valeur ?

"Fabien Perdu" écrit :

Certaines énergies renouvelables sont assez bien lissées dans le temps (courants marins, hydraulique), mais celles qui ont le vent en poupe sont particulièrement intermittentes et non stockables (photovoltaïque, éolien) ou peu abondantes (éolien, biomasse).

"Ulysse" écrit :

[La capture-séquestration du CO2] nécessite que les émissions de CO2 soient concentrées et ne peut a priori s'appliquer qu'au secteur de la production d'électricité et de la grande industrie. Ce peut être une solution pour l'avenir, mais le chemin avant une mise en œuvre industrielle sera encore long.